

**COMITÉ MONÉTAIRE
ET FINANCIER NATIONAL
DU GABON**

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Comité Monétaire et Financier National du Gabon s'est réuni le mercredi 12 novembre 2014 à Libreville, sous la présidence de **Monsieur Régis IMMONGAULT**, Ministre de l'Économie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective.

Passant en revue l'évolution de *l'environnement économique international*, le Comité a noté la reprise de l'activité économique mondiale au premier semestre 2014 à un rythme modéré. Cette évolution résulte principalement du raffermissement de la demande intérieure et extérieure de la plupart des économies avancées, sous l'effet de politiques monétaires accommodantes. Il a en outre observé une accélération de l'activité, moins importante que prévu, dans les pays émergents et en développement.

Compte tenu de ce qui précède, la croissance de la production mondiale devrait s'établir à 3,6% en 2014, en légère progression par rapport à sa prévision initiale de 3,3%. Elle devrait s'accélérer en 2015 pour se situer à 3,9%.

Sur le **plan budgétaire**, l'orientation de la politique budgétaire devrait rester restrictive dans les pays avancés en 2014, mais le rythme du durcissement à infra court terme, baisserait progressivement afin de soutenir la reprise escomptée en cours.

Sur le **front financier et monétaire**, les conditions monétaires resteraient généralement favorables en dépit de l'intention annoncée de la Réserve fédérale de commencer à réduire son programme d'achat d'actif. Les marchés d'actions rebondiraient progressivement et les primes de risque sur les obligations resteraient faibles.

Sur *les marchés de matières premières*, après un premier semestre où les cours sont restés favorablement orientés, les prix, en particulier pour le pétrole, sont en repli sensible.

Dans *la Zone CEMAC*, les perspectives économiques pour l'année 2014 tablent sur une accélération sensible de l'activité. Cette accélération serait soutenue par une hausse de la demande intérieure et un regain d'activité dans le secteur non pétrolier, en corrélation avec la bonne tenue des branches industrie manufacturière, bâtiments et travaux publics.

Concernant *l'activité économique nationale*, la progression du Produit intérieur brut atteindrait 5,1% en 2014 (la BEAC étant optimiste à 5,7 %), contre 5,6% en 2013.

Dans le *secteur primaire*, la production pétrolière a connu un repli au premier semestre 2014 du fait de l'arrivée en maturité de certains champs et du manque de dynamisme dans les activités d'exploration. En 2014, la production resterait stable du fait de l'optimisation des champs existants et de l'exploitation de nouveaux permis. Parallèlement, la production de manganèse s'est redressée au premier semestre et cette évolution devrait se poursuivre au second semestre.

S'agissant du secteur secondaire, il s'est caractérisé globalement par de bonnes performances, même si un tassement est observé dans certaines branches dont les résultats restent mitigés. C'est le cas en particulier pour la production du tabac et du caoutchouc, en liaison avec la baisse des cours internationaux conjugués à une demande extérieure fébrile. Soutenues en particulier par les bâtiments et travaux publics, les performances observées dans ce secteur au cours du premier semestre devraient se consolider.

Enfin, le *secteur tertiaire* a eu une contribution positive à la croissance, tirée en particulier par les services, le commerce général et les télécommunications. Cette dynamique se poursuivrait sur le reste de l'année 2014.

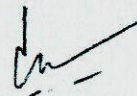
Le Comité a observé par ailleurs que, sur la base du cadre macro-économique de la BEAC, le Gabon a respecté trois des quatre critères de convergence fixés par la CEMAC dans le cadre de la *surveillance multilatérale* des économies de la Zone. Il s'est préoccupé de la poussée de l'inflation.

De même, il a pris acte de l'évolution de la *situation monétaire* à fin août 2014. Une progression des **avoirs extérieurs nets** de 7,8 % à 1310,6 milliards contre 1216,3 milliards à la même période de l'année précédente. Un léger repli de la **masse monétaire** à 0,9 % passant de 2249,9 milliards en août 2013 à 2229,5 milliards un an plus tard. Il a noté par ailleurs un repli de 2,5% du **crédit intérieur** à 1158,8 milliards contre 1189,0 milliards consécutif au raffermissement de la position créditrice nette de l'État vis-à-vis du système bancaire.

Enfin, la *situation bancaire* d'ensemble du Gabon demeure satisfaisante.

Le Comité a enfin pris connaissance des résultats du cadrage macroéconomique mis à jour de la *programmation monétaire*, et a approuvé les *objectifs monétaires et de crédits pour l'année 2014*.

Le Président du Comité
Monétaire et Financier National



Régis IMMONGAULT